

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1946.

RÉUNION DU 25 SEPTEMBRE 1946.

Rapport de la Commission de la Défense nationale chargée d'examiner le Projet de loi contenant le Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1946.

(Voir le n° 5-XVII du Sénat.)

Présents : M. le vicomte COSSÉE DE MAULDE, président ; DE BOODT, LEVECO, MACHTENS, MAZEREEL, MISSIAEN, MOREAU DE MELEN, le baron NOTHOMB, le baron ORBAN DE XIVRY, TOBBACK, VAN EYNDONCK, VAN GERVEN, VAN LOENHOUT et DOUTREPONT, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Après l'intéressant et substantiel rapport de M. Vigneron sur le budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1945, il nous a paru superflu de donner beaucoup de développements au rapport relatif aux prévisions budgétaires pour 1946.

Il est d'ailleurs à considérer que les crédits sollicités pour le Corps de la Gendarmerie se rapportent, en ordre principal, à des dépenses de personnel (491,636,800 francs sur un total de 599,959,748 francs). Or on sait qu'il ne s'agit là que de sommes provisoires puisqu'elles sont établies sur la base des anciens barèmes et qu'un arrêté du Régent en date du 8 juillet 1946 a édicté une nouvelle réglementation en matière de rémunération à partir du 1^{er} janvier 1946.

Voici cependant un aperçu sommaire de ce budget et une comparaison avec les crédits sollicités pour l'exercice 1945.

Compte tenu du projet de loi de crédits supplémentaires actuellement à l'examen de la Chambre des Représentants, le budget de 1945 se présentait comme suit :

	Budget rectifié	Crédits primitifs
Dépenses de personnel fr.	470,115,000	467,888,000
Dépenses de matériel	23,279,660	23,159,660
Dépenses diverses	100,000	20,000
Dépenses exceptionnelles	166,396,000	174,296,000
Totaux . fr.	659,890,660	665,363,660

Quant au budget de 1946, il comporte les crédits ci-après :

Dépenses de personnel	fr.	491,636,800
Dépenses de matériel.		35,874,948
Dépenses diverses		20,000
Dépenses exceptionnelles.		72,428,000
Total . . . fr.		599,959,748

soit une diminution de 59,930,912 francs.

Toutefois, des crédits supplémentaires devront forcément être sollicités pour couvrir les dépenses résultant de l'application du susdit arrêté du 8 juillet 1946.

Votre rapporteur a posé à M. le Ministre de la Défense Nationale, au sujet de certains crédits, les questions reproduites ci-après avec les réponses qui ont été données :

ARTICLE I-I DU BUDGET.

	Crédit pour 1945	Crédit pour 1946
1 officier supérieur médecin	fr. 53,300	49,300
1 officier d'administration (trésorier)	49,300	49,250
1 officier d'administration (équipement)	38,800	31,200
1 officier supérieur d'intendance	53,300	49,300

Comment se fait-il que la dépense prévue en 1946 pour chacun de ces grades est inférieure à celle pour 1945 ?

Indemnité familiale :

En 1945, pour 219 unités : 220,000 francs,

En 1946, pour 261 unités : 365,000 francs.

Prière de justifier cette majoration.

REPONSE.

	Crédit pour 1945	1946
1 officier supérieur médecin	53,300	49,300

Cette différence provient du fait que, lors de l'élaboration du projet de budget pour l'exercice 1946, le titulaire de l'emploi était connu. Il n'en était pas de même pour 1945; à ce moment, il était permis de supposer qu'un officier d'un grade supérieur aurait été désigné. Cette situation est donc normale.

1 officier d'adminis- tration (trésorier)	49,300	49,250	Lors de l'élaboration du projet de budget pour l'exercice 1945, le titulaire de ces fonctions n'était pas effectivement désigné; mais bien pour ce qui concerne 1946. Par conséquent, pour 1945, il a été prévu un traitement moyen et pour 1946 le traitement réel.
--	--------	--------	--

1 officier d'adminis- tration (équipe- ment)	38,800	31,200	Idem.
--	--------	--------	-------

1 officier supérieur d'intendance . .	53,300	49,300	Cette question n'était pas tout à fait au point lors de l'élaboration du projet de budget pour l'exercice 1945 et il a donc été inscrit un traitement moyen. Pour 1946, il a été tenu compte de la situation des cadres du service d'intendance et du souci de réduire les crédits dans la mesure du possible.
--	--------	--------	--

*Indemnité
familiale :*

En 1945, pour 219 unités : 220,000 fr.
En 1946, pour 261 unités : 365,000 fr.

Cette majoration résulte de l'augmentation du taux des allocations familiales (1^{er} enfant : 115 fr. par mois au lieu de 60 fr., soit presque le double) et du fait que l'augmentation des cadres est obtenue à l'aide d'éléments jeunes appelés à fonder famille.

ARTICLE 1-2. — *Indemnité de naissance.*

En 1945, pour 10,000 unités : 250,000 francs;

En 1946, pour 12,000 unités : 450,000 francs.

Cette augmentation de ce crédit paraît excessive. Prière de la justifier.

Il en est d'ailleurs de même du crédit pour indemnité familiale qui passe de 8,500,000 francs à 16,500,000 francs et de celui pour indemnité de résidence qui s'élevait en 1945 à 5,070,000 francs et se chiffre, en 1946, à 7,400,000 fr.

REPONSE.

En 1945, pour 10,000 unités : 250,000 fr
En 1946, pour 12,000 unités : 450,000 fr.

Cette augmentation de crédit est insuffisante pour faire face aux dépenses réelles : majoration du taux de l'indemnité et augmentation croissante du nombre de naissances résultant du fait que les effectifs actuels comprennent beaucoup d'éléments jeunes et, partant de nouveaux ménages.

Pour 1945, les crédits prévus sont insuffisants, les dépenses réelles seront supérieures dans une mesure de l'ordre de 100,000 francs.

Crédit pour indemnité familiale qui passe de 8,500,000 à 16,500,000 fr.

Les explications données ci-dessus pour l'indemnité familiale et l'indemnité de naissance sont valables en l'occurrence.

Crédit pour indemnité de résidence qui s'élevait en 1945 à 5,070,000 fr. et se chiffre en 1946 à 7,400,000 fr.

Les dépenses réelles dépassent largement toutes les prévisions de l'époque. Il convient de noter que le mode de recrutement est changé par rapport à l'avant guerre; de nombreux mariés sont admis. En ce qui concerne le délai accordé pour être autorisé à contracter mariage, il y a aussi une notable modification; les recrues sont en majeure partie autorisées à fonder un foyer quand elles le désirent.

ARTICLE 2.

Les crédits du chef d'indemnités pour études spéciales (64,800 et 300,000 fr.) et du chef d'indemnités de danger (200,000 et 12,550,000 francs) disparaissent en 1946. J'aimerais en connaître la raison.

REPONSE.

L'indemnité d'études est supprimée à partir du 1^{er} janvier 1946 en raison des nouveaux barèmes de traitement. La suppression du poste a été effectuée peu avant la distribution du projet de budget, soit donc récemment.

L'indemnité à cause de danger a été supprimée à partir du 1^{er} avril 1945, date à partir de laquelle l'indemnité pour prestations extraordinaires a été créée. (Arrêté du Régent du 17 mai 1945.)

ARTICLE 3. — *Indemnité pour bicyclette.*

Officiers : 127,200 francs en 1945; 247,600 en 1946.

Personnel subalterne : 6,000,000 de francs en 1945; 3,120,000 en 1946.

Prière de justifier le montant de ces crédits.

REPONSE.

Officiers :

127,200 fr. en 1945;
247,600 fr. en 1946.

Cette différence provient du fait que ce crédit avait primitivement été prévu sous la rubrique : « Indemnité de monture » dont le taux est supérieur. Le paiement de cette indemnité n'ayant pas été autorisé, le dit crédit a été reversé — tel quel — (sur épreuve) sous la rubrique « Indemnité pour bicyclette ».

Personnel subalterne :

6,000,000 de francs en 1945;
3,120,000 francs en 1946.

Le taux était de 50 francs par mois et a été ramené à 20 francs lors de la remise en application des instructions d'avant guerre. Le nombre des bénéficiaires a en outre augmenté.

ARTICLES 8 et 15.

Ces deux articles comportent un crédit pour « achat » de machines à écrire. Comment se justifie cette anomalie ?

REPONSE.

ARTICLE 8. — Il s'agit là des dépenses « ordinaires » pour renouvellement courant et *entretien* des machines à écrire. Ce crédit, reconnu insuffisant, sert à couvrir aussi le coût des locations de machines à écrire en attendant la fourniture de celles dont l'achat est prévu aux dépenses exceptionnelles.

ARTICLE 15. — « Dépenses exceptionnelles », « Charges temporaires ». Crédit destiné à l'achat massif des machines nécessaires pour reconstituer la dotation normale.

ARTICLE 11. — *Armement et munitions.*

Ce crédit disparaît en 1946 et la raison en serait que « les armes et munitions sont actuellement fournies par l'Armée ». (P. 36 du document.)

Cette manière d'agir n'est pas régulière; elle fait supporter par le budget de la Défense Nationale des dépenses incombant à la Gendarmerie.

REPONSE.

En dehors du temps de paix, il est logique que ce soit l'Armée qui assure le renouvellement courant des armes de la Gendarmerie et lui fournisse les munitions nécessaires. C'est pourquoi un poste de 1,900,000 francs est prévu à l'article 19-2 (alinéa f) du budget de la Défense Nationale pour 1946. Pour 1945, ce principe a déjà été appliqué malgré l'inscription d'un crédit de 350,000 francs à l'article 11-1 du budget du Corps, article sur lequel il n'a été prélevé qu'une somme de 35,000 francs pour compenser un report « en moins » de l'exercice 1944 (application de l'article 2 de la loi budgétaire). Tout porte à croire que le Corps supportera à nouveau, en 1947, les dites dépenses qui reprendront ainsi leur place à l'article 11-1^o du budget de la Gendarmerie.

En 1947, un crédit spécial sera probablement inscrit dans les dépenses exceptionnelles du budget du Corps en vue de doter la Gendarmerie d'un armement définitif, de type moderne, les armes actuelles étant par trop disparates. Ces dernières provenaient des armées alliées (en 1945, il a été engagé à charge de l'article 15, une somme de 7,369,090 francs, à cet effet) et de la récupération d'armes trouvées ou saisies.

Prière de vouloir bien me faire connaître le nombre :

- a) de bicyclettes;
- b) de voitures automobiles pour voyageurs;
- c) de camionnettes;
- d) de camions,

dont le service dispose actuellement et quel est le nombre de ces véhicules par catégorie qui sera nécessaire lorsque la nouvelle organisation fonctionnera ?

REPONSE.

I.

- a) 7,610 bicyclettes sont la propriété des hommes;
- b) il y a 106 voitures automobiles dont 1/4 à déclasser;
- c) il y a 332 camionnettes dont 1/3 à déclasser;
- d) il y a 23 camions.

II.

- a) en principe, 1 bicyclette par homme sera nécessaire;
- b) 135 voitures automobiles;
- c) 319 camionnettes;
- d) 25 camions.

Le budget a été adopté par 8 voix contre 7. Le présent rapport a été admis à l'unanimité. Votre Commission vous propose d'adopter le budget.

Le Président,
V^{te} COSSÉE DE MAULDE.

Le Rapporteur,
A. DOUTREPONT.

	Verbeterde begrooting.	Oorspronkelijke kredieten.
Uitgaven voor personeel. . . . fr.	470,115,000	467,888,000
Uitgaven voor materieel	23,279,660	23,159,660
Verschillende uitgaven	100,000	20,000
Uitzonderlijke uitgaven	166,396,000	174,296,000
Totalen. . fr.	659,890,660	665,363,660

Wat betreft de begrooting voor 1946, deze behelst de volgende kredieten :

Uitgaven voor personeel	fr.	491,636,800
Uitgaven voor materieel		35,874,948
Verschillende uitgaven		20,000
Uitzonderlijke uitgaven		72,428,000
Totaal. . fr.		599,959,748

zijnde een vermindering met 59,930,912 frank.

Er zullen evenwel noodzakelijk aanvullende kredieten dienen aangevraagd om de uitgaven, voortvloeiende uit de toepassing van voornoemd besluit van 8 Juli 1946, te dekken.

Uw verslaggever heeft aan den Minister van Landsverdediging aangaande sommige kredieten vragen gesteld, die hierna worden aangehaald samen met de daarop gegeven antwoorden.

ARTIKEL I-I VAN DE BEGROOTING :

	Krediet voor 1945	Krediet voor 1946
1 hoofdofficier geneesheer	fr. 53,300	49,300
1 officier van administratie (penningmeester) . .	49,300	49,250
1 officier van administratie (uitrusting)	38,800	31,200
1 hoofdofficier van intendance.	53,300	49,300

Hoe komt het dat de uitgave voorzien in 1946 voor ieder van deze graden lager is dan die van 1945?

Gezinsvergoeding :

In 1945, voor 219 eenheden : 220,000 frank;

In 1946, voor 261 eenheden : 365,000 frank.

Gelieve deze verhooging te wettigen.

ANTWOORD.

	Krediet voor 1945	Krediet voor 1946
Een hoofdofficier- geneesheer . fr.	53,300	49,300

Dit verschil is te wijten aan het feit dat, bij het opmaken van het ontwerp van begrooting voor het dienstjaar 1946, de titularis van de betrekking bekend was. Dit was niet het geval voor 1945; op dat oogenblik was het toegelaten te vermoeden dat een officier van een hooger graden zou worden aangewezen. Deze toestand is dus normaal.

1 officier van administratie (penningmeester) . . . 49,300 49,250

Bij het opmaken van het ontwerp van begrooting voor het dienstjaar 1945, was de titularis van dit ambt niet daadwerkelijk aangewezen; maar dit was wel het geval voor 1946. Derhalve werd er voor 1945 een gemiddelde wedde voorzien en voor 1946 de werkelijke wedde.

1 officier van administratie (uitrusting) . . . 38,800 31,200

Idem.

1 hoofdofficier van intendance . . 53,300 49,300

Deze kwestie was nog niet volledig geregeld bij het opmaken van het ontwerp van begrooting voor het dienstjaar 1945, en er werd derhalve een gemiddelde wedde uitgetrokken. Voor 1946 werd er rekening gehouden met den toestand der kaders van den intendance-dienst en met de bezorgdheid de kredieten zooveel mogelijk in te krimpen.

Kinderbijslag.

In 1945, voor 219 eenheden : 220,000fr.
In 1946, voor 251 eenheden: 365,000 fr.

Deze verhooging is te wijten aan de vermeerdering van het bedrag van den kinderbijslag (eerste kind 115 frank per maand in stede van 60 frank, zijnde bijna het dubbel) en ook aan het feit dat de uitbreiding van de kaders werd verkregen door het inlijven van jonge elementen die nog een gezin moeten stichten.

ARTIKEL 1-2. — *Geboortevergoeding.*

In 1945, voor 10,000 eenheden : 250,000 frank.

In 1946, voor 12,000 eenheden : 450,000 frank.

De verhooging van dit krediet blijkt overdreven. Gelieve deze te rechtvaardigen.

Hetzelfde geldt trouwens voor het krediet voor kinderbijslag dat stijgt van 8,500,000 frank tot 16,500,000 frank en voor het krediet voor standplaatsvergoeding, dat in 1945 5,070,000 frank bedroeg en in 1946 7,400,000 frank.

ANTWOORD.

In 1945, voor 10,000 eenheden : 250
duizend frank.

In 1946, voor 12,000 eenheden : 450
duizend frank.

Deze verhooging van krediet is ontoereikend om te voorzien in de werkelijke uitgaven : verhoging van het krediet der vergoeding en voortdurende stijging van het aantal geboorten te wijten aan het feit dat de huidige getalsterkte tal van jonge elementen en derhalve tal van nieuwe gezinnen telt. Voor 1945 zijn de voorziene kredieten ontoereikend; de werkelijke uitgaven zullen ongeveer 100,000 frank meer bedragen.

Krediet voor kinderbijslag dat stijgt
van 8,500,000 frank tot 16,500,000 fr.

De uitleg hierboven gegeven voor den kinderbijslag en de geboortevergoeding geldt eveneens in dit geval.

Krediet voor standplaatsvergoeding,
dat, in 1945, 5,070,000 frank bedroeg
en, in 1946, 7,400,000 frank.

De werkelijke uitgaven zijn merkelijk hoger dan al de ramingen van dien tijd. Er dient opgemerkt dat de wijze van aanwerving veranderd is in vergelijking met die van vóór den oorlog; talrijke gehuwden worden aangenomen. Wat betreft den termijn toegestaan om toelating te verkrijgen tot het aangaan van een huwelijk, heeft er zich eveneens een aanzienlijke wijziging voorgedaan; de nieuw aangeworvenen worden grootendeels gemachtigd een gezin te stichten wanneer zij zulks wenschen.

ARTIKEL 2

De kredieten wegens vergoeding voor bijzondere studiën (64,800 en 300,000 fr.) en uit hoofde van vergoeding wegens gevaar (200,000 en 12,550,000 frank) vallen weg in 1946. Ik wensch hiervan de reden te kennen.

ANTWOORD.

De vergoeding wegens volbrachte studiën wordt afgeschaft met ingang van 1 Januari 1946 uit hoofde der nieuwe weddeschalen. Tot de afschaffing van dezen post werd besloten kort vóór de ronddeeling van het ontwerp van begroting, dus zeer onlangs.

De vergoeding wegens gevaar werd afgeschaft met ingang van 1 April 1945, vanaf welken datum de vergoeding wegens buitengewone prestaties werd ingevoerd (besluit van den Regent dd. 17 Mei 1945).

ARTIKEL 3. — *Vergoeding voor rijwiel.*

Officieren : 127,200 frank in 1945 — 247,600 frank in 1946.
Lager personeel : 6,000,000 frank in 1945 — 3,120,000 frank in 1946.

Gelieve het bedrag van deze kredieten te wettigen.

ANTWOORD.

Officieren :

127,200 frank in 1945.
247,600 frank in 1946.

Dit verschil is te wijten aan het feit dat dit krediet aanvankelijk werd voorzien onder de rubriek « Vergoeding voor rijpaard » waarvan het bedrag hooger is. Daar de uitbetaling dezer vergoeding niet werd toegelaten, werd bewust krediet ongewijzigd (op proef) overgedragen naar de rubriek « Vergoeding voor rijwiel ».

Lager personeel :

6,000,000 frank in 1945.
3,120,000 frank in 1946.

Het bedrag was vastgesteld op 50 fr. per maand en werd teruggebracht op 20 frank, bij het terug in toepassing brengen der vóóroorlogsche onderrichtingen. Het aantal belanghebbenden is bovendien gestegen.

ARTIKEL 8 en 15.

Deze twee artikelen behelzen een krediet voor « aankoop » van schrijfmachines.

Hoe wordt deze ongerijmdheid gewettigd?

ANTWOORD.

ARTIKEL 8. — Het geldt hier « gewone » uitgaven voor loopende vernieuwing en voor *onderhoud* der schrijfmachines. Dit krediet, dat ontoereikend werd bevonden, dient eveneens om de kosten te dekken van het huren van schrijfmachines, in afwachting dat die, waarvan de aankoop op de uitzonderlijke uitgaven wordt voorzien, worden geleverd.

Artikel 15. — « Uitzonderingsuitgaven », « tijdelijke lasten ». Dit krediet is bestemd voor den massalen aankoop der machines die nodig zijn om den normalen voorraad opnieuw samen te stellen.

ARTIKEL 11. — *Wapening en munitie.*

Dit krediet vervalt in 1946 en de reden hiervan zou zijn dat « de wapens en de munitie thans door het leger worden geleverd ». (blz. 37 van het ontwerp van begrooting).

Deze handelwijze is niet regelmatig; zij doet door de begrooting van Landsverdediging uitgaven dragen welke ten laste van de Rijkswacht komen.

ANTWOORD.

Buiten vreedstijd is het logisch dat het leger de loopende vernieuwing der wapens van de Rijkswacht verzekere en haar de noodige munitie verstrekke. Derhalve wordt er onder artikel 19-2, alinea *f*, der begrooting van Landsverdediging voor 1946 een post van 1,900,000 frank voorzien. Voor 1945 werd dit beginsel reeds toegepast ondanks de uittrekking van een krediet van 350,000 frank onder artikel 11-1 der begrooting van de Rijkswacht, op welk artikel slechts een som van 35,000 frank werd afgenomen ter vergoeding van een overdracht « in min » van het dienstjaar 1944. (Toepassing van artikel 2 der begrootingswet.) Alles laat veronderstellen dat het korps in 1947 weer bewuste uitgaven zal dragen, die aldus opnieuw hun plaats zullen innemen onder artikel 11-1^o der begrooting van de Rijkswacht.

In 1947 zal er vermoedelijk een speciaal krediet worden uitgetrokken op de uitzonderingsuitgaven der begrooting van het korps, ten einde de Rijkswacht te voorzien van een definitieve bewapening van modern type, daar de huidige wapens al te zeer verschillend zijn. Deze laatste kwamen voort van de geallieerde legers (in 1945 werd er ten laste van artikel 15 te dien einde een som van 7,369,090 frank betaalbaar gesteld) en van de recuperatie van gevonden of in beslag genomen wapens.

Gelieve mij te doen kennen het aantal :

- a) rijwielen;
- b) auto's voor reizigers;
- c) lichte vrachtwagens;
- d) vrachtwagens.

waarover de Dienst thans beschikt en hoeveel van deze voertuigen per categorie zullen nodig zijn wanneer de nieuwe organisatie zal in werking treden?

ANTWOORD.

I.

- a) 7,610 rijwielen zijn eigendom van de manschappen;
- b) er zijn 106 auto's waarvan 1/4 dient gedeclasseerd;
- c) er zijn 332 lichte vrachtwagens waarvan 1/3 dient gedeclasseerd;
- d) er zijn 23 vrachtwagens.

II.

- a) in beginsel zal er 1 rijwiel per man nodig zijn;
- b) 135 auto's;
- c) 319 lichte vrachtwagens;
- d) 25 vrachtwagens.

De begrooting werd aangenomen met 8 tegen 7 stemmen. Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

Uw Commissie stelt U voor de begrooting goed te keuren.

De Verslaggever,
A. DOUTREPONT.

De Voorzitter,
Bgr. COSSEE DE MAULDE.